

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 29/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROVIA ALSACE LORRAINE

VOIE ROMAINE
BP 80740
57140 Woippy

Références : RUSSANGE_EUROVIA_2025-09-29_RAPVI-action-remblayage_DN_01984
Code AIOT : 0003012709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement EUROVIA ALSACE LORRAINE implanté Site de Micheville 57390 Russange. L'inspection a été annoncée le 29/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2.1.5 "Remblayage avec déchets inertes extérieurs".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA ALSACE LORRAINE

- Site de Micheville 57390 Russange
- Code AIOT : 0003012709
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROVIA exploite une installation de traitement de déchets non dangereux non inertes (rubrique 2791) consistant au concassage-criblage de laitiers dont la quantité maximale traitée est de 1400 t/j. sur le site de Micheville sur le territoire des communes de Russange et Audun-le-Tiche : Cette activité est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-118 du 08/06/2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Document d'acceptation préalable (DAP)	Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.4 partiel	Demande d'action corrective	15 jours
3	Contrôle visuel	Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.5 partiel	Demande d'action corrective	15 jours
4	Justification de la non-dangerosité	Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.1, 9.2.2 et 9.2.3 partiel	Demande d'action corrective	15 jours
5	registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.6 partiel	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.3 partiel, annexe 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, il n'est pas proposé de suites administratives mais l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai de 15 jours suivant la prochaine acceptation de déchets sur le site :

- la déclaration d'acceptation préalable en vue de justifier de la mention du numéro SIRET de l'ensemble des détenteurs des déchets du prochain chantier, en particulier producteur, transporteur (point de contrôle n°2) ;

- le bordereau de suivi de déchets dit "bon de transfert" du prochain chantier dûment complété en vue de justifier de la mention de l'heure exacte d'acceptation des déchets du prochain chantier (point de contrôle n°3) ;
- la déclaration préalable d'acceptation et/ou le certificat de l'organisme agréé en vue de justifier de la vérification de la non-dangereux des déchets admis (point de contrôle n°4) ;
- le registre d'admission 2025 comportant l'ensemble des données prescrites par l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé en vue de justifier de l'exhaustivité du registre d'admission de l'année en cours (point de contrôle n°5).

Les autres points contrôlés n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées (l'inspection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu de la procédure d'acceptation préalable des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.3 partiel, annexe 4
Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article 9.2.3 : Procédure d'acceptation préalable (partiel)</u></p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, conforme au synoptique présent en annexe 4, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets inertes destinés au remblayage du site. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que la version utilisée n'a pas évolué depuis celle prescrite dans l'arrêté préfectoral. Il décrit la procédure d'acceptation préalable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la totalité des apports de déchets inertes extérieurs est issue du Luxembourg. A ce titre, une notification préalable est réalisée auprès du Pôle national de transfert transfrontalier de déchets (PNTTD); • Pour chaque chantier, une analyse sur site est réalisée systématiquement toutes les 3000 tonnes. Cette analyse est réalisée par un organisme agréé mandaté par l'exploitant. Un certificat est établi par cet organisme et comprend notamment les résultats des analyses au regard de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 modifié ainsi qu'une photo du prélèvement, du sol prélevé et de l'environnement du chantier ; • Ce certificat est notamment joint à la déclaration préalable d'acceptation (DAP) transmise par le producteur du déchet ; • L'exploitant vérifie que le contenu de la DAP est conforme et dûment rempli puis la signe et la renvoie au producteur du déchet ; • A l'arrivée sur site, le chauffeur du bull vérifie visuellement le contenu lors du déchargement du camion et le "bon de transfert" c'est-à-dire le bordereau de suivi de déchet (BSD) pour s'assurer de la conformité à la DAP. En cas de doute du chauffeur du

bull, celui-ci contacte l'organisme agréé susvisé ayant réalisé le prélèvement initial sur le site d'apport pour qu'il vienne constater la nature des déchets déchargés et le cas échéant faire des analyses.

L'exploitant déclare également que :

- un seul cas de refus s'est produit, en 2020 (plaques d'asphaltes constatées par l'organisme agréé) ; ce refus n'est pas consigné dans un registre dédié ;
- seules des terres excavées répondant au code 17 05 04 sont apportées sur le site.

Le jour de la visite de l'inspection, l'organisme agréé effectuant les prélèvements et l'analyse de la conformité aux valeurs limites de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé est présent. Il déclare qu'outre la vérification visuelle le jour du prélèvement, il procède également à la vérification sur le site internet du cadastre luxembourgeois des sites potentiellement pollués, l'état du site concerné par le chantier.

Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'apport en cours ou de remblaiement en cours.

Vu les documents présentés (DAP n°mco2409 et le certificat 2024-161-1 de l'organisme agréé susvisé pour le chantier n°300512), l'inspection constate que le dernier apport date du 01/10/2024 et ne constate pas d'écart à la prescription ni aux déclarations de l'exploitant.

L'exploitant indique que le prochain apport de déchets inertes devrait être réalisé en toute fin d'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Document d'acceptation préalable (DAP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.4 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons de déchets identiques, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement ;
- les quantités de déchets en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 9.2.3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. [...]

Constats :

Vu les documents présentés (DAP n°mco2409 et certificat 2024-161-1 de l'organisme agréé susvisé pour le chantier n°300512), l'inspection constate que l'ensemble des informations prescrites par

<p>l'article 9.2.4 susvisés sont renseignées dans la DAP contrôlée par sondage hormis le numéro SIRET du transporteur et du producteur du déchet et des éventuels intermédiaires : l'encart est prévu mais comporte une autre donnée (par exemple : le numéro de TVA luxembourgeois). Les autres données d'identification des détenteurs sont cependant renseignées avec précision (mail, téléphone, adresse postale).</p> <p>L'inspection constate également que la durée de validité de la DAP contrôlée est de 3 mois et est donc conforme à la durée maximale prescrite par l'article 9.2.4 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la déclaration d'acceptation préalable (DAP) du prochain chantier dûment complétée dans les 15 jours suivant sa contre-signature en vue de justifier de la mention du numéro SIRET de l'ensemble des détenteurs des déchets du prochain chantier (en particulier producteur, transporteur).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Contrôle visuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.5 partiel</p>
<p>Thème(s) : Autre, Acceptation des déchets extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Tout déversement sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant désigné est interdit.</p> <p>[...]</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable à l'admission par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; -la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'acceptation préalable mise en place prévoit explicitement un contrôle visuel lors de la réception, avant déchargement du camion.</p> <p>Le jour de la visite, aucun déchargement de camions n'a eu lieu, l'inspection n'a donc pas pu constater ce point.</p>

Le bon d'acceptation 1578 du 30/09/24 comporte l'ensemble des données prescrites par l'article 9.2.5 susvisé hormis l'horaire exact de l'acceptation des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le bordereau de suivi de déchets dit "bon de transfert" du prochain chantier dûment complété dans les 15 jours suivant son acceptation sur site en vue de justifier de la mention de l'heure exacte d'acceptation des déchets du prochain chantier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Justification de la non-dangerosité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.1, 9.2.2 et 9.2.3 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets

Prescription contrôlée :

article 9.2.3 : Procédure d'acceptation préalable (partiel)

[...]

En premier lieu, l'exploitant s'assure que les déchets ne sont pas visés par l'article 9.2.1.

Pour les déchets qui entrent dans les catégories mentionnées à l'article 9.2.2., l'exploitant s'assure :

-qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;

-que les déchets ne proviennent pas de sites contaminés.

[...]

Article 9.2.1. Déchets interdits

Les déchets suivants ne peuvent être ni admis ni stockés :

-déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;

-déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;

-déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;

-déchets non pelletables ;

-déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;

-déchets radioactifs ;

-déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ;

-déchets non dangereux non inertes.

Article 9.2.2. Déchets autorisés

Les seuls déchets autorisés à être stockés sont les déchets inertes suivants :

17 01 01 Béton Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

17 01 07 Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

17 05 04 Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés.

Constats :

Vu la DAP contrôlée par sondage (n°mco2409 valable du 27/09/24 au 27/12/2024) et le bon de transfert associé, l'inspection constate que les codes déchets mentionnés sont conformes à la liste des déchets autorisés par l'article 9.2.2 susvisé (code 17 05 04).

La DAP susvisée stipule explicitement différents engagements du producteur et notamment qu'il s'agit de déchets ne provenant pas de sites contaminés et inertes au sens de la réglementation actuelle. La DAP rappelle que les déchets d'enrobés bitumineux ne sont pas acceptés.

A cette DAP est annexée le certificat de l'organisme agréé susvisé réalisant les prélèvements et les tests de lixiviation sur le site producteur du déchet.

L'organisme agréé rappelle qu'il procède à ce déplacement et analyses pour chaque chantier et a minima toutes les 3 000 t de déchets. Ce déplacement sur site permet de prendre une photo de l'environnement du site et du prélèvement effectué. La visite du site et les analyses réalisées permettent de réduire le risque de déchets non autorisés.

L'inspection constate que les déchets non autorisés ne sont retranscrits ni dans le modèle de DAP établi par l'exploitant ni dans le certificat établi par l'organisme agréé.

La procédure d'acceptation préalable mise en place par l'exploitant prévoit explicitement que le contrôle visuel doit viser à détecter la présence d'éléments indésirables (bois, PVC) et d'éléments valorisables (béton, bordures) et, en cas de présence de tels déchets, un tri et un stockage avant évacuation.

Aucune opération de remblaiement n'était en cours le jour de la visite, l'inspection n'a donc pas pu constater la conformité de la procédure terrain avec la procédure écrite.

L'inspection n'a pas constaté sur le site au droit de la zone en cours de remblaiement de déchets non autorisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la DAP et/ou le certificat de l'organisme agréé du prochain chantier dans les 15 jours suivant son édition en vue de justifier de la non-dangérosité des déchets admis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2018, article 9.2.6 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, registre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission dans lequel il consigne pour chaque chargement : -la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets et la date du stockage des déchets ; -l'origine et la nature des déchets ; -le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement ; -la quantité réceptionnée ; -le résultat du contrôle visuel et de la vérification du document préalable d'acceptation ; -le cas échéant, le motif du refus d'admission. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le registre d'admission 2024. Celui-ci ne comporte pas l'ensemble des éléments prescrits par l'article 9.2.6 susvisé. Il est notamment dépourvu des colonnes/informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • l'origine du déchet, • la date de la délivrance de l'accusé d'acceptation, • le résultat du contrôle visuel, • colonne "motif du refus". Aucun déchet n'a été réceptionné en 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le registre d'admission 2025 comportant l'ensemble des données prescrites par l'article 9.2.6 susvisé dans les 15 jours suivant son acceptation sur site du premier chantier 2025 en vue de justifier de l'exhaustivité du registre d'admission de l'année en cours.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours